ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 20 février 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'engagement du personnel contractuel à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications", a donné le 3 juin 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 20 februari 1992 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de indienstneming van contractueel personeel bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie", heeft op 3 juni 1992 het volgend advies gegeven :

Proposant.

Le proposant doit être rédigé comme suit :

"Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques".

L'article 13 et la formule de signature s'écriront de la même manière.

Dispositif.

Article 1er.

L'article 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° "institut" : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;

2° "ministre" : le ministre qui a les postes et les télécommunications dans ses attributions".

Article 2.

Il faut écrire "alinéa 2" et non "2e alinéa".

Articles 3, 4, 5, 6 et 7
(devenant les articles 3 à 6).

L'ordonnancement de ces articles pourrait être opportunément revu, comme il est dit ci-après, en tenant compte des observations suivantes :

1° Pour une meilleure compréhension, mieux vaut omettre les références à l'article 73, § 2, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et préciser, dans le texte même, de quel type d'activités il s'agit.

2° A l'article 4, il faut prévoir que le ministre doit non seulement déterminer les tâches qui nécessitent une connaissance ou une expérience de haute qualification, mais aussi définir quels sont les diplômes complémentaires et l'expérience professionnelle utile requis pour accomplir ces tâches.

3° Au même article, le projet doit désigner un mode de publicité déterminé, par exemple l'affichage - procédé utilisé à la Société nationale des chemins de fer belges et à la Régie des télégraphes et des téléphones -, et confier seulement au ministre ou à son délégué le choix d'un autre moyen de publicité.

4° La définition que l'article 6 donne des tâches auxiliaires et spécifiques n'éclaire guère sur les intentions exactes de l'auteur du projet; elle tend, en outre, à

accréditer l'idée erronée que les grades statutaires permettraient toujours d'identifier les fonctions de leurs titulaires.

Il s'impose donc de revoir cette disposition.

Compte tenu des observations qui précèdent, la rédaction suivante est proposée :

"Art. 3. Le personnel engagé par contrat de travail doit remplir les conditions d'admissibilité fixées par l'article ... (1) de l'arrêté royal du ... fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Art. 4. § 1er. Le personnel engagé par contrat pour exécuter des tâches du niveau 1 nécessitant une connaissance ou une expérience de haute qualification doit, en outre, justifier, par la possession d'un ou de plusieurs diplômes complémentaires et par une expérience professionnelle utile, des qualifications requises pour les tâches à exécuter.

Les tâches à exécuter et les qualifications particulières requises sont déterminées par le ministre et sont portées à la connaissance du public par voie d'affichage ou par tout autre mode de publicité déterminé par le ministre.

---

(1) L'article visé est l'article 7, du projet d'arrêté royal du ... fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. Cette référence doit cependant être adaptée pour tenir compte de l'observation que le Conseil d'Etat a faite sur ce projet et de la nouvelle numérotation de ce dernier.

Le ministre ou son délégué détermine les modalités de l'affichage ou des autres modes de publicité choisis.

Les intéressés disposent d'un délai de quinze jours au moins pour introduire leur candidature.

§ 2. Le personnel engagé en vertu du paragraphe 1er, alinéa 1er, l'est pour la durée des tâches à effectuer, sans que cette durée puisse excéder cinq ans.

Art. 5. § 1er. L'engagement du personnel recruté afin de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel ou afin de remplacer des membres du personnel statutaire ou contractuel pendant des périodes d'absence temporaire, se fait parmi les lauréats d'un concours de recrutement pour le grade correspondant aux fonctions à exercer et en respectant l'ordre de ce classement.

A défaut de candidats satisfaisant à cette condition, le ministre peut, sans déroger à l'article 3, faire appel à d'autres candidats.

§ 2. Le personnel engagé en vertu du paragraphe 1er, l'est pour la durée des besoins exceptionnels et temporaires à rencontrer ou pour la durée des remplacements à assurer, sans que cette durée puisse excéder cinq ans.

Art. 6. Le personnel recruté pour exécuter des tâches auxiliaires et spécifiques ... (la suite doit être réécrite pour tenir compte de l'observation faite ci-avant)".

Article 8 (devenant l'article 7).

La disposition en projet prévoit que c'est le ministre qui "constate qu'un engagement est nul de plein droit pour avoir été effectué en méconnaissance des dispositions du présent arrêté" et que c'est lui aussi qui "donne congé à l'intéressé".

Une telle disposition déroge, sur un point fondamental, à l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics et, spécialement à ses articles 8 et 12. En effet, ces dernières dispositions prévoient que les pouvoirs précités sont exercés par le secrétaire permanent au recrutement.

Pourtant, le préambule de l'arrêté en projet vise ledit arrêté royal n° 56 et, notamment, son article 8, modifié par la loi du 20 février 1990.

Il y a là une incohérence. Pour mettre fin à celle-ci, il convient de privilégier la solution consistant à faire exercer le contrôle de la régularité de l'engagement par une autorité indépendante, autre que le ministre qui a autorisé l'engagement critiqué, et donc de conférer ce pouvoir au secrétaire permanent au recrutement, conformément à l'arrêté royal n° 56 précité.

Article 9 (devenant l'article 8).

Afin d'éviter l'insertion de phrases incidentes dans l'énumération que comporte cet article, il est proposé de le rédiger comme suit :

"Art. 8. Sous réserve de ce que prévoient l'article 10 ainsi que l'arrêté royal du 28 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères, les personnes engagées par contrat de travail reçoivent :

1° une rémunération égale :

a) au traitement octroyé, pour les mêmes fonctions, au personnel contractuel des ministères, lorsqu'il s'agit de personnes visées à l'article 6;

b) dans les autres cas, au traitement octroyé à un agent définitif de l'institut, pour la même fonction ou pour une fonction analogue;

2° dans les limites de l'article 9, les augmentations intercalaires liées à la rémunération mentionnée au 1°;

3°, 4°, 5°, 6° ... (la suite comme les b), c), d) et e) du projet)".

Article 10 (devenant l'article 9).

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, 5°, on écrira :

"5° stagiaire recruté en application de la législation sur le stage des jeunes;".

2. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, 7°, les mots "autre que visé au 3° jusqu'au 6°" doivent être remplacés par les mots "autre que ceux visés aux 3°, 4°, 5° et 6°".

3. Le texte néerlandais du liminaire du paragraphe 1er, alinéa 2, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Par ailleurs, au paragraphe 1er, alinéa 2, les tirets doivent être remplacés par 1° et 2° et les trois astérisques par a), b) et c).

4. Au paragraphe 2, alinéa 1er, de la version française, les termes "l'avancement de traitement plus élevé" sont tautologiques. Il faut écrire : "l'avancement de traitement, que le contractuel ...".

Par ailleurs, les termes "sont valorisés pour un maximum" doivent être remplacés par les mots "sont pris en considération à concurrence d'un maximum".

5. Au paragraphe 2, alinéa 2, le mot "calendrier" doit être omis.

6. Le texte néerlandais du paragraphe 3 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

7. Selon les explications des délégués du ministre, l'hypothèse visée par le paragraphe 4 est celle d'un agent recruté, d'abord comme temporaire contractuel, devenu ensuite définitif, puis, après une démission, rengagé par contrat.

La disposition ne traduit pas cette intention. Elle doit être revue.

Article 11 (devenant l'article 10).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 10. La personne qui a été recrutée en application de l'article 4 bénéficie d'une rémunération correspondant à ses qualifications. Le montant de cette rémunération est fixé par le ministre. Celui-ci ne peut fixer un montant supérieur à celui qui résulterait de l'application des articles 8 et 9 qu'après avoir recueilli l'avis de l'inspecteur des Finances, l'accord du ministre du Budget et l'accord du ministre de la Fonction publique".

Articles 12 et 13.

Les articles 12 et 13 deviennent les articles 11 et 12.

Voordrachtformumier.

Het voordrachtformulier moet als volgt worden geredigeerd :

"Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven".

Artikel 13 en het ondertekeningsformulier behoren op dezelfde wijze te worden geschreven.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het zou beter zijn artikel 1 als volgt te redigeren :

"Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "instituut" : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;

2° "minister" : de minister tot wiens bevoegdheid de posterijen en de telecommunicatie behoren".

Artikel 2.

Men schrijve "tweede lid" in plaats van "2de alinea".

Artikelen 3, 4, 5, 6 en 7
(die artikelen 2 tot en met 6 worden).

De inrichting van die artikelen zou beter worden herzien zoals hierna wordt gezegd, rekening houdend met de volgende opmerkingen :

1° Ter wille van een beter begrip zou het beter zijn dat de verwijzingen naar artikel 73, § 2, tweede lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven vervallen en dat in de tekst zelf gepreciseerd wordt over welke soort van activiteiten het gaat.

2° In artikel 4 moet worden voorgeschreven dat de minister niet alleen te taken moet bepalen die een kennis of ervaring op hoog niveau vereisen, doch ook welke aanvullende diploma’s en nuttige beroepservaring vereist zijn om die taken te vervullen.

3° In datzelfde artikel van het ontwerp moet een wijze van bekendmaking worden bepaald, bijvoorbeeld het aanplakken - een handelwijze die wordt gevolgd bij de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en bij de Regie voor Telegrafie en Telefonie -, en moet uitsluitend

aan de minister of aan diens gemachtigde de keuze van een andere wijze van bekendmaking gelaten worden.

4° De begripsomschrijving van de bijkomende en bijzondere taken in artikel 6 verschaft geen duidelijk inzicht in de precieze bedoelingen van de steller van het ontwerp; die begripsomschrijving leidt er overigens toe dat aldus de onjuiste stelling wordt gehuldigd dat de statutaire graden het steeds mogelijk zouden maken de functies van de beklederς ervan te identificeren.

Die bepaling moet bijgevolg worden herzien.

Gelet op de voorgaande opmerkingen wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Art. 3. De bij een arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden moeten voldoen aan de toelaatbaarheidsvereisten gesteld bij artikel ...(1) van het koninklijk besluit van ... tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Art. 4. § 1. De personeelsleden die bij een arbeidsovereenkomst in dienst genomen zijn om taken van niveau 1 te

---

(1) Het artikel waarnaar verwezen wordt, is artikel 7 van het ontwerp van koninklijk besluit van ... tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. Die verwijzing moet evenwel worden aangepast, rekening houdend met de opmerking die de Raad van State gemaakt heeft met betrekking tot het ontwerp en de nieuwe nummering ervan.

vervullen welke een kennis of ervaring op hoog niveau vereisen, moeten bovendien door het bezit van één of meer aanvullende diploma's en door nuttige beroepservaring aantonen de vereiste kwalificaties te hebben voor de uit te voeren taken.

De uit te voeren taken en de vereiste bijzondere kwalificaties worden door de minister bepaald en worden door aanplakking of op enige andere door de minister vastgestelde wijze van bekendmaking ter kennis gebracht van het publiek.

De minister of diens gemachtigde bepaalt de nadere regels betreffende de aanplakking of de overige wijzen van bekendmaking.

De belangstellenden beschikken over ten minste vijftien dagen om te solliciteren.

§ 2. De personeelsleden die krachtens paragraaf 1, eerste lid, in dienst zijn genomen, zijn zulks voor de duur van de uit te voeren taken, zonder dat die duur langer mag zijn dan vijf jaar.

Art. 5. § 1. De indienstneming van de personeelsleden die zijn geworven om te voorzien in buitengewone en tijdelijke personeelsbehoeften of om statutaire of contractuele personeelsleden te vervangen gedurende periodes van tijdelijke afwezigheid, geschiedt onder de geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen voor de graad die overeenstemt met de te vervullen functies en met inachtneming van de volgorde van de rangschikking.

Bij ontstentenis van gegadigden die aan deze voorwaarde voldoen, kan de minister een beroep doen op andere gegadigden, zonder van artikel 3 af te wijken.

§ 2. De personeelsleden die krachtens paragraaf 1, eerste lid, in dienst zijn genomen, zijn zulks voor de duur van de buitengewone en tijdelijke behoeften of van de vervangingen waarin moet worden voorzien, zonder dat die duur langer mag zijn dan vijf jaar.

Art. 6. De personeelsleden die in dienst zijn genomen om bijkomende of bijzondere taken te vervullen, ... (het vervolg moet worden herschreven, rekening houdend met de hierboven gemaakte opmerking)".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

De ontworpen bepaling schrijft voor dat het de minister is die "vaststelt dat een werving van rechtswege nietig is door miskenning van de bepalingen van dit besluit", en dat het eveneens hij is die "verlof (verleent) aan de betrokkene".

Zulke bepaling wijkt fundamenteel af van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, inzonderheid van de artikelen 8 en 12. Laatstgenoemde bepalingen schrijven immers voor dat voornoemde bevoegdheden uitgeoefend worden door de vaste wervingssecretaris.

In de aanhef van het ontworpen besluit wordt nochtans verwezen naar dat koninklijk besluit nr. 56, inzonderheid naar artikel 8, gewijzigd bij de wet van 20 februari 1990.

In dat opzicht vertoont het ontwerp een gebrek aan samenhang. Ten einde dat te verhelpen past het het toezicht op de regelmatigheid van de indienstneming te laten uitoefenen door een onafhankelijke instantie, andere dan de minister die de betwiste indienstneming heeft toegestaan, waarbij die bevoegdheid dus wordt toegekend aan de vaste wervingssecretaris, overeenkomstig voornoemd koninklijk besluit nr. 56.

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Om te voorkomen dat in de opsomming, vervat in dit artikel, tussenzinnen worden ingevoeged, wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"Art. 8. Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 10 en in het koninklijk besluit van 28 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries, ontvangen de bij een arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden :

1° een bezoldiging :

a) gelijk aan de wedde die voor dezelfde ambten wordt toegekend aan de contractuele personeelsleden van de ministeries, wanneer het de in artikel 6 bedoelde personen betreft;

b) in de overige gevallen, gelijk aan de wedde die voor hetzelfde ambt of een daarmee gelijkstaand ambt wordt toegekend aan een vastbenoemd ambtenaar van het instituut;

2° binnen de perken van artikel 9, de tussentijdse verhogingen verbonden aan de in 1° vermelde bezoldiging;

3°, 4°, 5°, 6° ... (voorts zoals in b), c), d) en e) van het ontwerp, met dien verstande dat in e) het woord "overeenkomstig" vervangen wordt door de woorden "daarmee overeenstemmend")".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

1. In paragraaf 1, eerste lid, 5°, moet worden geschreven :

"5° stagiair, geworven met toepassing van de wetgeving op de stage van jongeren;".

2. In paragraaf 1, eerste lid, 7°, schrijve men : "personeelslid, in dienst genomen bij een andere overeenkomst dan die bedoeld in 3°, 4°, 5° en 6°".

3. Het zou beter zijn de inleidende zin van paragraaf 1, tweede lid, als volgt te redigeren : "Evenwel komen niet in aanmerking :".

Voorts moeten in paragraaf 1, tweede lid, de streepjes vervangen worden door 1° en 2°, en de drie asterisken door a), b) en c).

4. In de Franse tekst van paragraaf 2, eerste lid, vormen de woorden "avancement à un traitement plus élevé" een pleonasme. Geschreven moet worden : "... l'avancement de traitement, que le contractuel ...".

Voorts moeten de woorden "worden tot maximum zes jaar meegerekend" vervangen worden door de woorden "worden tot maximum zes jaar in aanmerking genomen".

5. Paragraaf 2, tweede lid, moet als volgt worden geredigeerd : "De verrichte diensten die met toepassing van het eerste lid in aanmerking worden genomen, worden per maand berekend; de verrichte diensten die geen volle maand omvatten, worden niet meegerekend".

6. Het zou beter zijn paragraaf 3 als volgt te stellen :

"§ 3. Indien de overeenkomstig de paragrafen 1 en 2 vastgestelde wedde lager is dan die welke het personeelslid bij de inwerkingtreding van deze bepaling genoot op grond van zijn tewerkstelling als tijdelijke of als tewerkgestelde werkloze, blijft de contractueel die hogere wedde genieten totdat hij overeenkomstig de geldende bezoldigingsregeling een wedde ontvangt die ten minste gelijk is aan dat bedrag".

7. Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister wordt in paragraaf 4 het geval bedoeld van een personeelslid dat eerst als tijdelijk contractueel is geworven, vervolgens vastbenoemd is geworden en ten slotte na zijn ontslag opnieuw in dienst is genomen bij een overeenkomst.

De bepaling geeft die strekking niet weer, zodat zij moet worden herzien.

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 10. Hij die geworven is met toepassing van artikel 4, geniet een bezoldiging die overeenstemt met zijn kwalificaties. Het bedrag van die bezoldiging wordt door de minister bepaald. Deze mag pas nadat hij het advies van de inspecteur van Financiën heeft ingewonnen en de akkoordbevinding van de minister van Begroting en van de minister van

Ambtenarenzaken heeft verkregen een bedrag bepalen dat hoger is dan het bedrag dat zou voortvloeien uit de toepassing van de artikelen 8 en 9".

Artikelen 12 en 13.

De artikelen 12 en 13 worden de artikelen 11 en 12.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,

De kamer was samengesteld uit

De heren : kamervoorzitter,

staatsraden,

Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. DAGNELIE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.